

Intégralité Tchat « LeMonde.fr » - 15/04/09 Jean-Luc Bennahmias

Yann : Bayrou ne parle absolument pas d'Europe à deux mois de l'élection dans ses différentes interventions médiatiques préférant s'en prendre à Sarkozy. Pourquoi méprise-t-il ainsi le scrutin européen ?

Jean-Luc Bennahmias : Depuis le 8 février dernier, suite à une grande réunion à la Mutualité à Paris, l'équipe de France des candidates et candidats du MoDem pour les élections européennes est en campagne. François Bayrou était encore avec moi toute la journée d'hier dans l'Ain, en visite dans une PME produisant de la farine bio.

Jeancharl : Le MoDem n'est-il pas menacé par la liste **Europe Ecologie** ? Vous-même, ancien Vert, pourquoi n'avez-vous pas rejoint cette alliance qui va au-delà des clivages ?

Il y a deux ans, j'ai cofondé le Mouvement démocrate avec François Bayrou, Marielle de Sarnez et beaucoup d'autres. Le choix que j'ai fait à l'époque était un choix d'efficacité dans le monde dans lequel nous vivons. Je n'ai aucune raison aujourd'hui de changer d'avis. Je pense que les listes présentées par le Mouvement démocrate et le Parti démocrate européen sont plus à même de répondre de manière réelle aux besoins de la planète dans le sens du développement durable.

Nadia : Au parlement européen le Modem siège avec les libéraux (PLE) favorables à une union de centre droit et à la reconduction de Barroso. Ce qui se fait à Bruxelles n'est il pas en total opposition avec ce que vous dites en France ?

Le Mouvement démocrate et le Parti démocrate européen proposeront dans les semaines qui viennent d'autres personnes pour diriger la Commission européenne que M. Barroso. Il ne vous a pas échappé que le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen (UMP) défendent, eux, la reconduction de M. Barroso.

Sernalhe : Un parti clairement européen comme le Modem doit nous préciser ses alliances au Parlement. Le MoDem y fait partie du PDE et du groupe ALDE (environ 100 députés au total).

Les différents votes qui ont lieu au Parlement européen et qui sont publics montrent bien que les alliances au Parlement européen ne se font pas sur des lignes de fracture idéologiques, mais sur le fond des problèmes posés. Plus il y aura de députés démocrates élus en France et dans d'autres pays, plus nos valeurs, nos positions démocratiques de défense de l'intérêt général (services publics...), d'humanisme et d'écologie seront défendues. Nous verrons bien alors quel sera le groupe européen qui sera constitué, et avec qui.

cerrumios : Quelle est la légitimité de ce vote avec un taux d'abstention record ? Selon vous, à quoi est-ce dû ? Les électeurs ne se reconnaissent-ils plus en nos représentants ?

Nos concitoyens ont bien conscience que seule une politique *a minima* continentale peut répondre aux différentes crises (financière, économique, sociale, environnementale). Cependant, l'Europe paraît loin. Toute la difficulté est de montrer qu'elle est utile aux transformations des politiques publiques.

Eleuthère : Le Parlement européen a le pouvoir d'approuver ou d'empêcher toute nouvelle adhésion à l'Union européenne. Je souhaiterais donc connaître votre position sur une possible adhésion de la Turquie.

A chaque échéance institutionnelle importante dans le cadre européen, on agite le chiffon rouge de l'adhésion de la Turquie. Bien avant adhéreront à l'Union européenne la Croatie, le Monténégro, l'Albanie, le Kosovo. En ce qui concerne la Turquie, chacun voit bien que suite au congrès de l'OTAN, un accord a été passé entre M. Obama et le gouvernement turc. Cela ne paraît pas être suffisant pour que la Turquie réponde aujourd'hui aux critères démocratiques d'adhésion à l'Union européenne (reconnaissance du génocide arménien, droits démocratiques des femmes et des hommes, reconnaissance des minorités...).

Brandu : Quelles seraient les conséquences de l'abandon du traité de Lisbonne, par exemple suite au refus de ratifier de l'un ou l'autre pays ? Le fait que l'entrée en vigueur de ce traité n'interviendra en tout état de cause qu'après les élections au parlement européen ne fausse-t-il pas le cadre de ces élections? Les propositions du Modem pour une construction européenne recentrée sur ses valeurs ne rendent-elles pas nécessaire un nouveau cadre institutionnel, traité ou constitution?

Nous resterons alors, comme aujourd'hui, sur le traité de Nice, qui est le moins que l'on puisse dire un traité non abouti et ne permettant pas des harmonisations des politiques par le haut. Cependant, rien ne peut permettre de penser que les citoyens irlandais changeront leur vote suite au second référendum. Il faut à l'Europe un cadre institutionnel permettant une vraie gestion démocratique et politique entre les pays la composant. Sinon, l'Europe continuera à n'être qu'un grand marché.

gaspo0 : Est-ce d'après vous que les peuples se trompent quand ils votent "non" aux référendums, et est-ce qu'il faut continuer jusqu'à tant qu'ils disent "oui"?

Si on fait des référendums, c'est pour que les peuples aient le droit de choisir. Il faudrait, de mon point de vue, arrêter de faire voter nos concitoyens sur des textes largement illisibles. Un texte sur les valeurs, les modes de décision, les possibilités de participation citoyenne suffirait amplement. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui.

Damien : On constate que nombre de "nonistes" sont aujourd'hui des sympathisants du Modem, car sensibles à son discours finalement assez social-démocrate et humaniste. Comment François Bayrou et le Modem parviendront-ils à concilier ces partisans du non avec une Europe que ces derniers jugent peu humaine et peu sociale ?

Il est normal que l'on retrouve parmi les 65 000 adhérents du Mouvement démocrate des gens qui ont voté différemment lors du référendum constitutionnel. Nos propositions vont dans le sens d'une Union européenne volontariste permettant l'harmonisation des politiques par le haut (sociale, environnementale, économique...). Il est clair aujourd'hui que cela ne peut se faire qu'avec un certain nombre de pays. Par exemple les 16 de la zone euro. Libre aux autres pays de rejoindre ces décisions politiques.

chafert : Y-a-t-il encore des fédéralistes en Europe? Etes-vous pour un gouvernement européen fort avec des pouvoirs régaliens en matière de défense et de politique étrangère ?

Si nous continuons à être fédéralistes, l'Union européenne d'aujourd'hui n'en prend pas le chemin. Avançons pas à pas, même si la décision de M. Nicolas Sarkozy de rejoindre le commandement intégré de l'OTAN met à mal, sans doute pour longtemps, l'idée, pourtant nécessaire, de défense européenne. Quant à la politique étrangère, il serait grand temps d'entendre l'Union européenne parler d'une seule voix, et là non plus, nous n'y sommes pas encore.

Said : On a l'impression que François Bayrou est seul, pourquoi ne met-il pas plus en avant les autres responsables du MoDem ?

Que les différents médias invitent les autres personnalités du MoDem, et on ne parlera plus de François Bayrou comme d'un homme seul.

capitol_rare : Ces prochaines élections européennes seraient-elles selon vous, un baromètre d'opinion quant à la popularité du modem en France ?

Ce n'est pas le sujet. Mais chaque élection indique la position des différents partis dans l'échiquier politique. Il est évident que plus le score du Mouvement démocrate sera important, plus les échéances futures lui seront favorables.

Aline : Quel est votre objectif dans le sud-est ?

Mon objectif dans le Sud-Est est de permettre à Fabienne Faure, ma seconde de liste, et à Gilles Artigue, mon troisième de liste, de faire leur entrée au Parlement européen.

Maxime : Bayrou parle d'une avant-garde européenne avec la zone euro... Peut-on avoir plus de précisions ?

Aujourd'hui à vingt-sept, bientôt à plus, l'Union européenne n'a pas les structures adéquates pour décider des politiques à mener à l'unanimité. C'est pour cela que nous défendons des décisions d'harmonisation par le haut, notamment autour des seize pays faisant partie de la zone euro.

gilles : Que pense Jean-Luc Bennahmias de la question du cumul des mandats politiques ? Le Modem a-t-il une position sur cette question ?

Nous sommes pour une loi permettant d'effectuer convenablement son mandat. Donc qui aille vers le mandat unique. Cela va de pair avec la revalorisation du statut de l'élu. Pendant qu'on y est, pensons aussi au statut de l'élu syndical et associatif.

louis : Que pensez-vous du retour de la France dans l'OTAN ? Est-ce que cela ne va pas empêcher l'émergence d'une Europe de la défense ?

C'est le moins qu'on puisse dire. Ce retour dans le commandement intégré de l'OTAN est une grave erreur et empêche effectivement toute idée, pourtant indispensable, de défense européenne indépendante de celle des Américains.

Utilisateur6 : En vous opposant continuellement à N.Sarkozy ou à la reconduction de M.Barosso, ne craignez vous pas une coupure avec votre socle électoral, de centre droit ?

Notre socle électoral, depuis la présidentielle de François Bayrou, est bien plus large que celui du centre droit. Il s'agit pour le Mouvement démocrate de défendre la possibilité, en France et en Europe, d'une troisième voie politique digne du XXI^e siècle. Construire un mouvement qui réponde à l'humanisme, au social, à l'environnement et au développement durable.

D'autre part, je suis persuadé qu'il existe chez les gens qui se considèrent comme centre droit un agacement certain par la politique menée par le président Sarkozy.

malik : Que peut faire le Modem face au Nouveau Centre dans le cadre des ces élections européennes alors que tous deux ont un amour pour l'Europe similaire ?

Le Mouvement démocrate présente des listes partout. Le Nouveau Centre est inféodé à l'UMP et ne présente pas de liste.

Damien : La politique européenne en matière d'enseignement supérieur (processus de Bologne, stratégie de Lisbonne) et ses traductions nationales (loi LRU) sont aujourd'hui très contestées (grève dans les universités en France, contre-sommet à Louvain les 28 et 29 avril prochains). Quelle est la position du Modem sur cette question cruciale ?

Rarement le monde de l'éducation a été autant déstabilisé. De l'école maternelle aux enseignants-chercheurs, des salariés et élèves sont totalement déstabilisés. Ce n'est pas à ce niveau-là les politiques menées par l'Union européenne qui sont remises en cause, mais une politique menée par Nicolas Sarkozy de réduction des coûts. Or l'éducation est un des éléments essentiels de toute politique publique.

Il est excellent que l'Union européenne ait mené, entre autres, les initiatives Erasmus et l'équivalence des diplômes au niveau européen.

On ne peut pas considérer que les "réformes" instituées par Nicolas Sarkozy répondent aux besoins éducatifs dans l'intérêt général. La loi LRU est une loi brouillonne qui n'a comme perspective, je le répète, que la baisse des coûts de l'éducation.

Sylvain : Pourquoi M. Bayrou ne se prononce-t-il pas sur l'HADOPI ? Sachant que beaucoup de ses partisans (rencontrés sur des forums) sont contre, et qu'il se disent prêt à sanctionner le modem lors des élections européennes si M. Bayrou ne se prononce pas contre.

Allez sur le site du Mouvement démocrate (www.mouvementdemocrate.fr) et vous verrez que c'est moi-même qui ai donné la position anti-loi Hadopi depuis plusieurs semaines, et avec laquelle François Bayrou est en accord total. De toute façon, cette loi, si elle passait à l'Assemblée nationale, serait retoquée par les tribunaux européens suite au vote notamment du Parlement européen.

ludoNYC : Qu'avez-vous pensé de la présidence européenne de Nicolas Sarkozy ? qu'auriez-vous fait différemment?

Il est incroyable de voir comme nos médias, et Nicolas Sarkozy lui-même, ont surestimé une présidence de six mois du Conseil européen. Qu'avez-vous pensé de la présidence slovène ? Qu'avez-vous pensé de la présidence portugaise ? C'est bien pour cela qu'il faut, pour pouvoir mener de réelles politiques, avoir une présidence qui dure deux ans et demi. En six mois, aucun chef d'Etat et de gouvernement, quel qu'il soit, ne peut faire aboutir telle ou telle politique.

BillyParis : A l'avenir, souhaitez vous que le MoDem établisse des alliances avec d'autres partis, comme le nouveau centre, le parti radical ou les Verts pour faire entendre ses idées et ses valeurs?

A l'avenir, le Mouvement démocrate a pour vocation d'être le mouvement central de la vie politique française. Il est bien évident que dans ce cadre, des alliances seront envisageables. Nous verrons alors avec quelles formations démocratiques nous discuterons. Nous ne sommes et ne serons ni des vassaux de l'UMP, ni du PS.

baba41 : En 2007, Bayrou défendait un espace politique non bipolaire. Cependant depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, Bayrou montre dans ses discours qu'il y a en France une réelle rupture entre la droite sarkosyste et ses valeurs (argent, capitalisme) d'une part, et l'humanisme défendu par les autres d'autre part. Que pensez-vous de l'espace politique français? N'est-il pas, aujourd'hui plus que jamais, bipolaire? En Europe aussi ?

Ce n'est pas la vision que j'en ai. Voir ma dernière réponse.

David : Y at-il un programme officiel ALDE ou PDE, le diffusez-vous ? Ce programme a t-il été construit à 27 ou chacun a t-il fait un programme européen dans son coin ?

Nous sommes en train de travailler sur un programme du Parti démocrate européen. Il sera disponible à partir de début mai en ligne. Nous tenons également, dans chaque euro-région, une convention thématique afin d'affiner nos propositions (social, agriculture et pêche, transports, développement durable, économie, éducation, etc.). Concernant notre euro-région, Sud-Est, la convention "*développement durable et énergie*" aura lieu à Grenoble le 29 avril.

Sebastien : Comment peut on être dans un groupe dit "libéral" au parlement européen tout en critiquant toutes mesures libérales prises par le parlement français ?

Regardez bien sur Internet les votes effectués par les différents groupes présents au Parlement européen. Vous serez surpris de voir à quel point les votes dits "*libéraux*" sont transversaux à l'ensemble des groupes. Le groupe auquel nous appartenons est constitué de deux formations : la nôtre, le Parti démocrate européen, et le Parti libéral européen. Il n'est pas rare - et c'est la loi du genre - que nous votions différemment. Comprenez qui pourra.

François Béguin